

ÉTAT PSYCHIQUE



Faire face aux problèmes de santé mentale sur les campus universitaires

Par Christine Hanlon

NOTE: The English version of this article appears on page 51 in the summer 2012 issue of *University Manager* magazine which was distributed in print and can be accessed on the CAUBO website.

Le contexte actuel

Les dirigeants des universités s'attaquent activement aux problèmes de santé mentale que l'on observe sur les campus universitaires, partout au Canada. Les problèmes de cette nature ne sont plus considérés comme de simples crises à gérer. En effet, à mesure que les universités voient les avantages de prévenir plutôt que de réagir, elles abordent ces situations de façon plus proactive et systématique. « Nous explorons les ressources dont a besoin notre secteur d'activité pour remédier aux problèmes de santé mentale que l'on observe dans le milieu de l'enseignement postsecondaire », indique la D^{re} Su-Ting Teo, directrice de la santé mentale et du bien-être des étudiants, à la Ryerson University. Elle copréside un groupe de travail sur la santé mentale relevant de l'Association des services aux étudiants des universités et collèges du Canada (ASEUCC), l'un des nombreux organismes regroupant plusieurs établissements à se pencher sur le sujet. La clé réside dans la détermination de pratiques exemplaires, puis dans l'application des stratégies et des plans qui fonctionneront le mieux dans un

établissement donné, compte tenu de ses particularités.

Mais pourquoi ce dossier est-il devenu un important sujet de préoccupation pour les universités canadiennes? « Souvent, il faut qu'un incident ou une crise survienne pour qu'un problème passe en priorité », selon Robert Campbell, recteur de la Mount Allison University et président du groupe de travail sur la santé mentale de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC). Ce groupe a été constitué à la suite d'un atelier de l'AUCC sur le sujet qui a eu lieu en décembre 2011 et qui s'adressait aux leaders universitaires. « Toutes les universités ont dû composer avec des cas de suicides ou d'automutilation d'étudiants, mais le phénomène a attiré l'attention du public en général lorsqu'un établissement aussi respecté que la Queen's University s'est trouvé aux prises avec une série d'incidents de ce genre qui ont été fortement médiatisés. »

La tragique vague de suicides ayant déferlé sur plusieurs établissements n'explique que partiellement pourquoi les leaders universitaires ont maintenant

à cœur de s'attaquer à ce problème. La tendance actuelle qu'on observe dans la société à l'égard de la santé mentale, à savoir la déstigmatisation et la discussion ouverte, constitue un moteur de changement encore plus puissant. Parmi les changements récents, citons la création de la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) et la préparation d'une stratégie en matière de santé mentale pour le Canada, l'une des principales responsabilités confiées à la Commission au moment de sa création en 2007.

Le fait est que 20 % de la population canadienne souffrira d'une maladie mentale à un moment ou à un autre de sa vie. Selon Statistique Canada, les jeunes de 15 à 24 ans – groupe auquel appartient la plupart des étudiants universitaires – forment le groupe le plus susceptible d'être touché par les maladies mentales, les troubles de dépendance et le suicide.

« On prévoit que d'ici 2020, les problèmes de santé mentale seront la première cause d'incapacité dans les universités canadiennes », affirme David Turpin, recteur de la University of Victoria.

De fait, dans les universités, la récente mobilisation à l'égard des problèmes de santé mentale ressemble beaucoup à ce qui s'est produit lorsqu'on s'est employé à répondre aux besoins des étudiants handicapés. « Nous sommes plus sensibilisés et nous avons l'impression que l'incidence des maladies mentales augmente », fait observer M. Campbell. « Il y a vingt ans, la plupart des gens ne concevaient pas bien ce qu'était la dépression et ne connaissaient pas les mots pour décrire ce malaise. Également, beaucoup plus d'étudiants, à leur arrivée sur le campus, révèlent leur état. »

Parallèlement, il semble que les étudiants d'aujourd'hui subissent plus de pression que leurs prédécesseurs. Malgré l'absence de données quantitatives pouvant corroborer une tendance – la première enquête de Statistique Canada sur la santé mentale ayant été effectuée en 2001 – des observations empiriques semblent indiquer que les étudiants d'aujourd'hui vivent plus de stress à cause de l'endettement plus élevé, des perspectives d'emploi moindres à la fin des études, des attentes accrues à l'égard de la réussite et du fait qu'ils sont moins préparés à la vie autonome.

« Fondamentalement des organismes voués à régler les problèmes de santé. » Le mieux qu'elles puissent faire, explique-t-il, c'est de créer un environnement sain et d'encourager les gens à exprimer leurs besoins pour que les établissements puissent offrir, dans la mesure de leurs budgets déjà comprimés, autant de soins que possible avant de les aiguiller vers le système de santé.

Passer ou non à l'action

Dans son document intitulé *Guide et liste de vérification à l'intention des recteurs*, l'AUCC incite toutes les universités à « déterminer les rôles et les responsabilités de l'établissement liés aux mesures possibles à prendre » ainsi qu'à « déterminer et communiquer les attentes des établissements ». On y recommande aussi de définir et d'évaluer les risques liés à l'action tout comme à l'inaction en matière de santé mentale. Le fait de ne pas fournir un environnement propice à la santé mentale peut entraîner à tout le moins la baisse du taux de réussite des étudiants. À la limite, l'absence de cadre d'intervention en santé mentale peut contribuer à des crises telles que des suicides. Les deux contextes sont préjudi-

effet d'atténuer les risques du point de vue de la responsabilité civile qui peuvent découler de l'assistance aux étudiants en détresse. » De plus, même si du point de vue légal, l'université n'est pas tenue à la même prestation de service que les centres médicaux, les membres de la communauté universitaire qui appartiennent à certains groupes professionnels peuvent être tenus responsables de leurs gestes par leur organisme d'accréditation lorsqu'ils interviennent dans des cas de santé mentale.

De façon analogue, l'omission de faire connaître les services disponibles et la façon d'y accéder peut également poser des risques. « Le plus grand risque, c'est que les membres de notre communauté aient le sentiment de ne pouvoir compter que sur eux-mêmes pour régler un problème de santé mentale », indique M. Woolf.

De même, à cause de la stigmatisation qui entoure la santé mentale, certaines personnes peuvent être réticentes à chercher de l'aide, même lorsque des ressources leur sont accessibles. « Nous devons veiller à ce que les étudiants non seulement connaissent les services disponibles, mais sachent aussi que s'ils y ont recours, leur dossier scolaire ne s'en trouvera pas entaché », souligne Heather Stuart, professeure à la Queen's University et consultante auprès de la CSMC pour les questions de stigmatisation. « Ce message doit être bien ancré à tous les échelons. »

Les recteurs jouent un rôle essentiel pour ce qui est de lutter contre les préjugés lorsqu'ils défendent cette cause dans leurs établissements respectifs. « Je crois que le premier devoir des hauts dirigeants est de se renseigner sur ces questions », déclare Michael Goldbloom, principal de l'Université Bishop's. « Ensuite, nous avons la responsabilité de cultiver un milieu dans lequel on peut parler ouvertement et de manière constructive des problèmes de santé mentale. »

Il ajoute que la haute direction, y compris le sénat et le conseil d'administration, doit faire de la santé mentale une priorité, fixer des objectifs stratégiques à cet égard et allouer des ressources financières en conséquence. Il lui incombe de sensibiliser toute la communauté universitaire à cette question. « Il peut arriver que nous demandions l'aide du conseil d'administration pour créer des partenariats avec le gouvernement », indique M. Campbell. Le recteur et les autres hauts dirigeants doivent saisir toute occasion qui se présente, sur le campus et ailleurs, d'aborder cette question délicate, y compris pendant les activités d'accueil du personnel et des étudiants.

« Le mieux qu'elles puissent faire c'est de créer un environnement sain et d'encourager les gens à exprimer leurs besoins pour que les établissements puissent offrir, dans la mesure de leurs budgets déjà comprimés, autant de soins que possible avant de les aiguiller vers le système de santé. »

« Je ne suis pas sûr que nous ayons tout ce qu'il faut pour affronter ces situations », avance Daniel Woolf, recteur et vice-chancelier de la Queen's University. « Nos forces sont l'enseignement et la recherche, pas la santé mentale. » Pourtant, témoigne M. Campbell, au fil des ans, les universités ont vu s'insinuer progressivement une certaine part de responsabilité dans ce domaine.

Par ailleurs, la santé mentale est inextricablement liée à l'un des volets de la mission des universités, soit la réussite des étudiants. Des études ont démontré que la dépression est un prédicteur important d'une baisse de la moyenne pondérée cumulative (MPC) et d'une hausse de probabilité de décrochage.

M. Woolf convient que les universités ne sont pas « outillées de façon à être fon-

ctionnelles à la réputation de l'établissement. L'inaction aussi entraîne des risques pour la santé, le bien-être et la sécurité de l'ensemble de la communauté universitaire.

Passer à l'action comporte aussi son lot de risques. « Il importe d'envisager les risques de façon stratégique afin que lorsque les universités prennent effectivement des mesures, les gens comprennent pourquoi et dans quel contexte elles le font », indique Pari Johnston, directrice des relations avec les membres à l'AUCC.

La Carleton University énonce ce principe dans son cadre d'intervention en santé mentale s'adressant aux étudiants : « Le fait d'élaborer des politiques ainsi que des procédures fondées sur des pratiques exemplaires et de veiller à ce qu'elles soient appliquées systématiquement aura pour

M^{me} Stuart fait observer que les politiques et pratiques tendent à être réactives plutôt que proactives. Or, il faut faire plus que réagir. « Nous pourrions engloutir beaucoup d'argent et tripler le nombre de conseillers sans pour autant enrayer le problème », renchérit M. Woolf. « Je crois que nous devons nous attarder beaucoup plus à la prévention et à l'environnement. »

Pratiques exemplaires

À la University of Alberta, le directeur des services aux étudiants, Frank Robinson, insiste sur l'importance de promouvoir un mode de vie équilibré et de mettre en place un « filet de sécurité » à même la communauté universitaire, grâce à un réseau de soutien formé de groupes, de clubs et d'activités de toutes sortes. Par exemple, à l'occasion de la partie géante de ballon-chasseur, l'Université s'emploie à stimuler la participation des étudiants étrangers, un segment de la population étudiante plus susceptible de souffrir d'isolement ou d'anxiété. (Les attentes élevées à leur égard de la part de la famille au loin, l'absence

de soutien communautaire et les barrières linguistiques sont autant d'obstacles pour les étudiants étrangers qui cherchent de l'aide et en obtiennent.) Ailleurs, d'autres activités annuelles telles que la semaine de sensibilisation à la santé mentale de la McMaster University et le programme « Thrive » du campus de Vancouver de la University of British Columbia font la promotion de la santé mentale auprès de tous les membres de la communauté universitaire par divers moyens, qu'il s'agisse de choix alimentaires sains, d'activité physique ou d'inclusion.

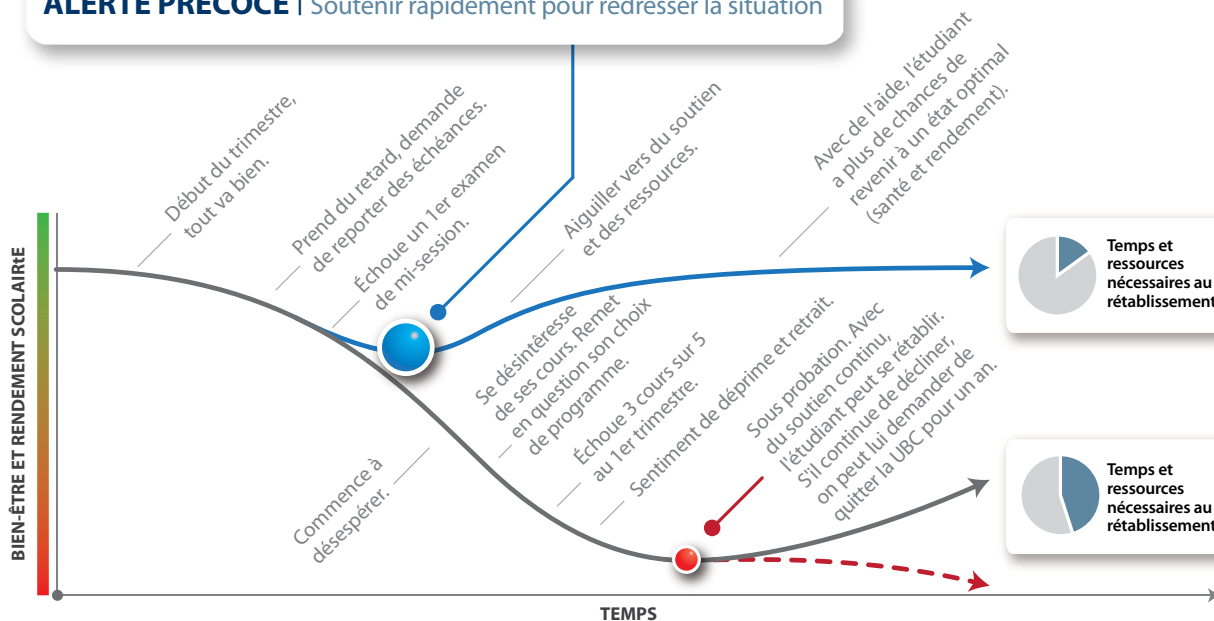
Dans sa description du programme « Thrive », le campus de Vancouver de la UCB précise que la santé mentale, « c'est quelque chose qu'on retire de la communauté, pas quelque chose qu'on va trouver dans le bureau d'un conseiller. » M. Goldbloom acquiesce : « c'est la responsabilité de toute la communauté. »

M^{me} Stuart souligne que de nombreuses universités mettent sur pied des groupes de travail interfonctionnels axés sur la santé mentale qui s'affairent à développer

des stratégies à ce sujet pour l'ensemble de l'établissement. Tant le travail d'élaboration que les responsabilités doivent être partagés, et ce, non seulement parmi les services de santé et de counseling, mais aussi avec le bureau des affaires étudiantes, le service de la sécurité et les hauts responsables du secteur des études. De fait, la Queen's University a entrepris un processus de réflexion sur ce qui se fait en matière de santé mentale. Cette démarche s'étend du sommet vers la base et prend la forme d'une commission relevant du recteur. L'évaluation, résume M. Woolf, constitue la première étape pour cerner les lacunes et les pistes de solutions partout dans l'établissement.

« L'objectif consiste à adopter une stratégie globale », renchérit la D^{re} Teo. « Habituellement, même quand les établissements se préoccupent des questions de santé mentale, ils le font de façon fragmentaire. Il faut plutôt adopter une approche préventive et systématique. » La D^{re} Teo est d'avis que l'ensemble du personnel, du corps professoral et de la population

ALERTE PRÉCOCE | Soutenir rapidement pour redresser la situation



POURQUOI L'ALERTE PRÉCOCE?

Le temps des études universitaires est une période stimulante, riche en croissance et en apprentissages. C'est parfois une période de transition pour les étudiants, qui ont des responsabilités et des défis nouveaux. Parfois ils éprouvent des difficultés qui compromettent leurs chances de réussite, sur le plan scolaire et personnel.

Lorsque des problèmes surgissent, les étudiants de la UBC devraient pouvoir compter sur une communauté aidante qui favorisera leur rétablissement.

Le système d'alerte précoce permet de cerner les problèmes plus tôt, qu'ils soient liés aux études, aux finances ou à la santé mentale, et de coordonner les interventions. En sensibilisant les étudiants plus tôt et en les aiguillant vers les bonnes ressources, on les aide à surmonter leurs problèmes avant qu'ils ne deviennent écrasants.

Chris Sulymka, Early Alert Plan (University of British Columbia, 2012).

étudiante doit se sentir interpellé. De plus, le cadre d'intervention adopté par l'établissement doit inclure une approche intégrée et coordonnée qui permet de faire face aux problèmes de santé mentale n'importe où sur le campus.

C'est exactement l'approche retenue par le campus de Vancouver de la UBC dans sa stratégie en matière de santé mentale et de bien-être. Cette stratégie est considérée comme une mine de pratiques exemplaires par de nombreuses universités et des organismes comme l'Ontario Committee on Student Affairs (OCSA). Plusieurs établissements s'en inspirent, y compris la Carleton University et la University of Guelph. À la fois proactive et englobante, la stratégie en matière de santé mentale et de bien-être se divise en niveaux d'intervention, offrant ainsi une grille utile pour trouver les pratiques qui conviennent le mieux dans de nombreux secteurs stratégiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du programme.

Au premier niveau d'intervention, on vise à soutenir la santé mentale et le bien-être de tous les étudiants. Ici, l'un des objectifs consiste à analyser, à revoir ou à concevoir des politiques ainsi que des pratiques qui favorisent la santé mentale et le bien-être des étudiants. À titre d'exemples de politiques faisant partie de la stratégie du campus de Vancouver de la UBC en

un certain nombre de ses politiques. On recommandait entre autres de rédiger des lignes directrices pour déterminer quand exiger qu'un étudiant subisse une évaluation psychiatrique ou psychologique. De plus, Guelph s'apprête à constituer un groupe de travail spécial (formé du vice-recteur adjoint aux études, de la vice-rectrice adjointe aux affaires étudiantes et de membres du personnel des services aux étudiants) chargé de revoir les politiques et procédures de l'Université afin de les harmoniser avec les objectifs de l'établissement en matière de bien-être. Comme l'a souligné Brenda Whiteside, vice-rectrice adjointe aux affaires étudiantes, l'objectif consiste à insister sur le bien-être plutôt que sur la santé mentale, puisque les programmes axés sur la santé globale et le bien-être des étudiants bénéficieront à tous et non pas seulement à ceux qui sont aux prises avec des troubles de santé mentale. « C'est ce qu'on appelle une approche universelle », résume M^{me} Whiteside.

De nombreuses universités revoient aussi leurs protocoles relatifs à la planification des calendriers d'examens et à l'obligation de fournir des attestations médicales. Dans son cadre d'intervention en santé mentale s'adressant aux étudiants – que d'aucuns considèrent comme une pratique exemplaire pour ce qui est de la façon de

dédiés où les groupes d'étudiants peuvent développer un sentiment d'appartenance, ce qui est particulièrement important pour les étudiants qui font chaque jour l'aller-retour entre le domicile et l'Université », explique Janet Teasdale, directrice principale des services de soutien aux étudiants du campus de Vancouver de la UBC. En plus de favoriser l'essor de « petites communautés » (sociétés, clubs, forums en ligne, etc.) qui revêtent tant d'importance dans une approche proactive, le campus de Vancouver de la UBC a bonifié les services conseils offerts aux étudiants, qui incluent désormais non seulement l'amélioration de la capacité d'adaptation et des aptitudes à la vie quotidienne, mais aussi la détection précoce des problèmes de santé mentale.

La sensibilisation et l'amélioration des aptitudes en gestion de soi sont des mesures de premier niveau destinées à l'ensemble des étudiants, y compris à ceux qui veulent parfaire leurs aptitudes ou qui ont besoin de le faire. Les campagnes de sensibilisation et les ressources d'autoévaluation en ligne comme « Mental Health 101 » sont des outils efficaces à ce stade.

Le niveau d'intervention suivant – détection précoce des étudiants en difficulté, consignation systématique des problèmes de santé mentale et aiguillage en temps opportun vers des ressources et des services – constitue l'une des composantes les plus importantes des pratiques exemplaires d'une stratégie en matière de santé mentale en milieu universitaire. Selon M^{me} Johnston, « si l'on peut mettre l'accent sur la sensibilisation à un stade précoce, on peut parfois éviter certaines crises qui font les manchettes. »

Toutefois, pour que le personnel et le corps professoral – et ultérieurement les étudiants aussi – soient à l'écoute, vigilants et aidants, ils doivent être outillés et formés afin de réagir efficacement et adéquatement. « Si l'on ne montre pas aux gens ce qu'ils doivent faire, comment déceler les signes avant-coureurs et comment aider, ils risquent de faire plus de mal que de bien », prévient M. Goldbloom.

M^{me} Stuart abonde dans le même sens : « Nous devons connaître nos responsabilités et savoir quoi faire et éviter de faire. » Pour commencer, il faut élaborer et diffuser des lignes directrices appropriées. À McMaster, par exemple, le directeur des services aux étudiants, Phil Wood, distribue un « dossier orange » rempli d'information à des groupes de professeurs et de membres du personnel – y compris le personnel responsable de la vie en résidence – à chaque occasion où il donne une présentation au sujet

« Toutefois, pour que le personnel et le corps professoral – et ultérieurement les étudiants aussi – soient à l'écoute, vigilants et aidants, ils doivent être outillés et formés afin de réagir efficacement et adéquatement. »

matière de santé mentale et de bien-être, mentionnons les assouplissements dans le programme d'études consentis aux étudiants ayant un handicap (y compris des troubles de santé mentale) et l'intervention en cas de comportement à risque (y compris lorsque l'étudiant représente une menace pour lui-même).

La McMaster University peaufine actuellement son code de conduite pour les étudiants afin d'inclure les politiques de retrait volontaire ou involontaire décrites dans le document de travail parrainé par le sous-comité de la santé mentale du Conseil des universités de l'Ontario (CUO). Après avoir consulté ce même document, la University of Guelph a récemment mis à jour

s'attaquer aux questions de santé mentale dans le milieu universitaire – Carleton a précisé ses politiques et ajouté de nouveaux protocoles pour à la fois atténuer les risques et améliorer le programme général de l'Université portant sur les saines habitudes de vie.

La modification des politiques s'inscrit dans une série d'initiatives plus vastes destinées à créer un environnement aidant. La stratégie en matière de santé mentale et de bien-être de la UBC inclut la création d'espaces physiques propices à la création de liens entre étudiants – tout comme avec l'Université – et le lancement d'autres initiatives de nature proactive. « Nous créons des agoras, des espaces

des lignes directrices de l'établissement en matière de santé mentale et de sécurité.

À Carleton, en vertu du cadre d'intervention en santé mentale s'adressant aux étudiants, la formation est une priorité : « Une communauté conscientisée, renseignée et formée constitue une composante fondamentale du soutien et de la prestation de services efficaces aux étudiants. Un cadre de travail doit intégrer une stratégie visant la création d'une telle communauté. »

De nombreuses universités utilisent une version modifiée de la formation de premiers soins en santé mentale de la CSMC (la formation de deux jours est trop longue et détaillée pour les besoins de la plupart des universités). Guelph a créé sa propre formation par modules, qui varie d'une session d'une heure à l'intention des professeurs axée sur la détection des signes avant-coureurs et l'aiguillage vers les ressources appropriées jusqu'à une formation d'une journée entière pour le personnel des résidences, les pairs aidants et le personnel de première ligne du bureau du registraire. « Souvent, les professeurs

nous invitent à revenir étoffer la formation », indique M^{me} Whiteside. Elle ajoute que Guelph offre aussi la formation en prévention du suicide QPR (« Question, Persuade, Refer ») – un outil répandu dans les universités – et dispose d'un site Web que le personnel et le corps professoral peuvent consulter pour obtenir plus d'information sur des sujets spécifiques liés à la santé mentale. Ils peuvent même répondre à un questionnaire en ligne pour vérifier leurs connaissances.

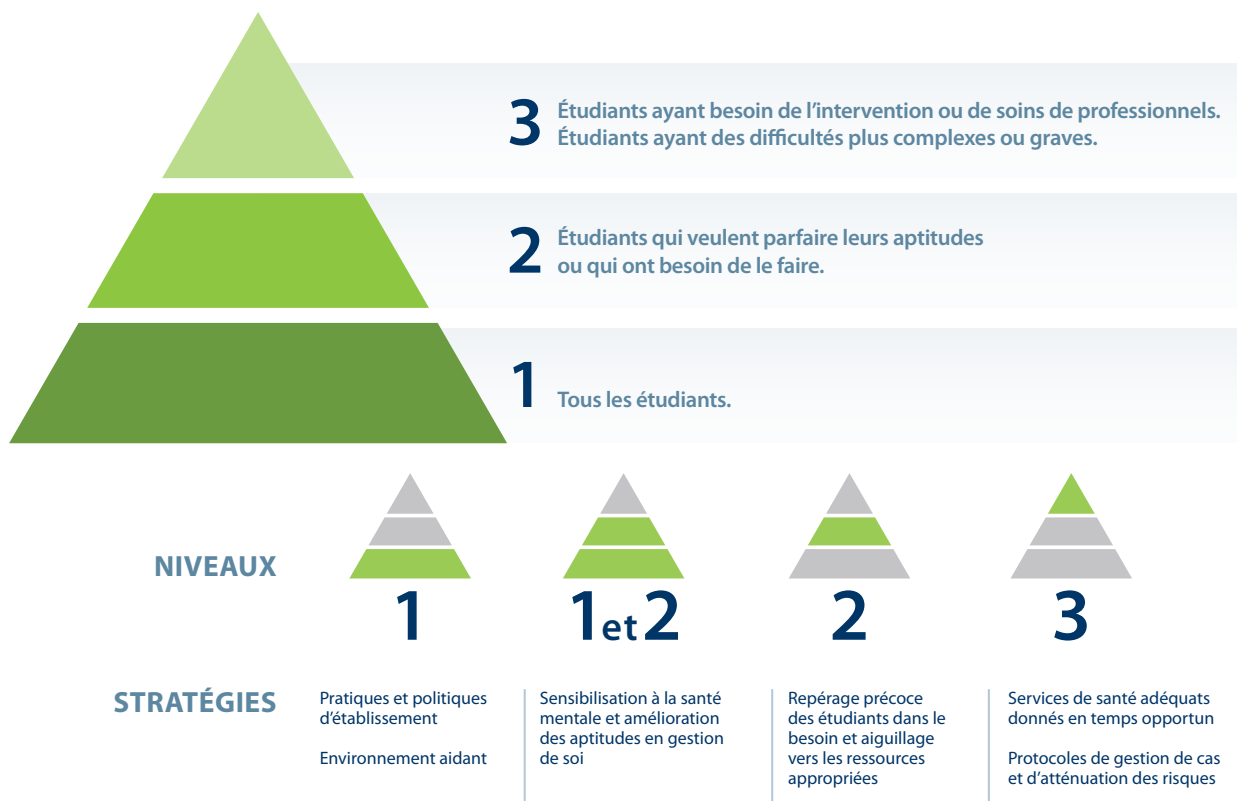
Également, l'Université est abonnée au tutoriel en ligne « Student Health 101 », qu'elle met à la disposition des étudiants. « Les étudiants naviguent sur Internet, donc il est important de communiquer avec eux en ligne », indique M^{me} Whiteside, ajoutant qu'il importe d'aller à la rencontre des étudiants là où ils se trouvent, notamment à l'occasion des journées d'accueil, dans les résidences et par l'entremise d'initiatives comme l'assistance entre pairs. Mount Allison a opté pour cette approche et instauré un modèle de formation des pairs dans lequel les étudiants

plus avancés conçoivent, coordonnent et mettent en œuvre divers programmes de sensibilisation à la santé mentale sur le campus. L'Université offre également un programme baptisé « Beautiful Minds », qui consiste en un forum en ligne réunissant des pairs. Les étudiants peuvent y publier des questions sous le couvert de l'anonymat et recevoir des réponses de leurs pairs. C'est l'équipe de counseling qui fait office de modérateur.

Dans la même veine, plusieurs universités, y compris Guelph, participent à une version pilote de « The Jack Project », une initiative qui vise à unifier et à renforcer les ressources offertes sur place et en ligne. On y encourage la littératie en santé mentale, la capacité de demander de l'aide et d'en donner, tout comme la création de réseaux de soutien formels et informels. Le projet pilote cherche à renseigner, à outiller et à mobiliser les étudiants, de même que les éducateurs et les parents, grâce à des programmes de proximité (ateliers, présentations et collaboration) et à des ressources en ligne.

Stratégie en matière de santé mentale et de bien-être

University of British Columbia, campus de Vancouver, 2012



Pyramide d'intervention adaptée à partir de celle du document *US Department of Education Approach for School Health Grants Continuum of Services*

L'un des objectifs importants visés par la sensibilisation, le réseautage et l'acquisition d'expertise est de repérer rapidement les étudiants en difficulté. À cet égard, la collecte d'information dans l'ensemble de l'établissement et de façon coordonnée est absolument vitale. À titre d'exemple, citons le système en place sur le campus de Vancouver de la UBC, appelé « Early Alert System ». Il s'agit d'une base de données centralisée dans laquelle on compile les préoccupations au sujet de certains étudiants, les mesures prises et les suivis effectués. L'accès à une personne ressource en ligne fiable facilite la tâche des professeurs et des autres membres du personnel qui souhaitent faire un signalement.

L'étape suivante, dans une approche globale et coordonnée, consiste à offrir en temps opportun l'accès à des services d'évaluation et d'aiguillage. Cela exige un processus de triage efficace. En plus d'ajouter des conseillers, Queen's et McMaster ont toutes deux embauché une infirmière en santé mentale qui forme la pierre angulaire de leur modèle de soins fondé sur le triage. Le système mis en place au campus de Vancouver de la UBC en 2010 donne accès à une évaluation initiale dans les 24 heures, suivie d'un aiguillage rapide vers des services et des ressources. (En cas de crise, les universités peuvent mobiliser des équipes d'intervention en moins d'une heure.)

Une autre pratique exemplaire adoptée par de nombreuses universités fait appel à la gestion de cas pour régler les problèmes de santé mentale. McMaster, par exemple, s'est dotée d'un comité d'aide aux étudiants en difficulté, qui se réunit une fois par mois, et d'une équipe d'évaluation et d'intervention, plus restreinte. Celle-ci se réunit plus souvent pour gérer les cas signalés par le comité d'aide. « Bon nombre d'universités ont également recruté des gestionnaires de cas », indique M. Wood. « Les étudiants ont souvent besoin d'aide au sein de leur faculté, en plus de leurs rendez-vous sur le campus ou ailleurs. »

Dans leur façon de faire face aux problèmes liés à la santé mentale sur les campus, il importe que les universités exploitent bien les ressources dont elles disposent, mais aussi qu'elles créent des partenariats externes. « Du point de vue des programmes offerts, le centre de counseling de Ryerson compte un programme de thérapie de groupe très solide », indique la D^{re} Teo. Parallèlement, le centre a conclu un partenariat avec la Barbra Schlifer Commemorative Clinic afin de concevoir un projet pilote visant les jeunes musulmanes victimes de violence familiale.

Les partenariats externes sont fort diversifiés : initiatives privées comme « The Jack Project », ressources du système de santé public, autorités médicales, fournisseurs de soins de santé communautaire et autres établissements. Par exemple, Guelph peut compter sur un psychiatre à temps plein, qui est rattaché au Guelph Homewood Health Centre, un centre de soins pour les maladies mentales et les dépendances vers lequel l'Université peut aiguiller des étudiants. À cela s'ajoute un conseiller du Centre qui travaille à temps partiel sur le campus. À Mount Allison, en 2007, des conseillers ont créé une base de données de fournisseurs de soins de santé pour faciliter l'aiguillage et enrichir le réseau ainsi que les partenariats de l'Université.

Il y a également beaucoup de collaboration entre les universités. Citons entre autres l'atelier de l'AUCS sur la santé mentale, auquel 55 hauts dirigeants provenant de 36 établissements ont assisté en décembre 2011. Dans sa section réservée aux membres, l'AUCS versera bientôt trois documents préparés par son groupe de travail formé de recteurs, qui s'adressent aux administrateurs universitaires : une liste de vérification pour les recteurs afin de les guider dans les interventions de leur établissement; une trousse d'outils en ligne contenant des pratiques exemplaires et de l'information connexe; enfin, une présentation PowerPoint que les recteurs pourront utiliser lorsqu'ils s'adressent à des instances collégiales.


Entre-temps, le groupe de travail de l'ASEUCC s'affaire à constituer une communauté de praticiens ainsi qu'un groupe consultatif d'étudiants afin d'élaborer un modèle sur la façon d'instaurer une stratégie en matière de santé mentale sur un campus. Pour sa part, le Conseil des universités de l'Ontario, avec la collaboration de la University of Toronto, de l'Université York et de Guelph, est à mettre au point un programme de formation en ligne pour les professeurs, qui pourrait être utilisé par n'importe quelle université.

Perspectives d'avenir

Comme M^{me} Johnston de l'AUCS l'indique : « il n'existe pas de solution passe-partout. On ne trouvera pas d'approche universelle que pourraient adopter les établissements dans ce dossier. » Les pratiques exemplaires constituent pour les universités des points de départ à partir desquels elles peuvent créer leur propre cadre d'intervention en fonction de leurs besoins spécifiques.

Pendant que la prise de conscience et l'intérêt à l'égard de la santé mentale

augmentent, il faut maintenant que toutes les universités canadiennes enclenchent le processus d'élaboration de leur propre stratégie en matière de santé mentale. « Le défi consiste à trouver comment établir des mesures prioritaires pour les recteurs de sorte que tous, sur les campus, puissent mettre les choses en branle », acquiesce M. Campbell. Il ajoute que, bientôt, le fait que certaines universités soient mieux outillées que d'autres pour faire face aux problèmes de santé mentale pourrait devenir un critère de différenciation. On observe déjà des attentes à cet égard.

« Le fait de s'attaquer aux problèmes de santé mentale va de plus en plus être considéré comme partie intégrante des responsabilités de toute université », indique M. Turpin. Grâce à la mise en commun de pratiques exemplaires, tout établissement a accès aux outils nécessaires pour s'acquitter de ces responsabilités et pour créer un campus favorisant la santé mentale et le bien-être des étudiants. Tout cela s'inscrit dans l'optique d'enrichir l'expérience étudiante, de renforcer la croissance et l'apprentissage, qui constituent la raison d'être de chaque université canadienne. 

RESSOURCES

Stratégie relative à la santé mentale et au bien-être de la UBC

<http://vpstudents.ubc.ca/2012/05/04/mental-health-well-being-strategy/>

Cadre d'intervention en santé mentale auprès des étudiants de la Carleton University

<http://www1.carleton.ca/student-support/student-mental-health-framework/>

Cadre d'intervention en santé mentale de la Cornell University

<http://www.gannett.cornell.edu/campus/council/framework.cfm>

Premiers soins en santé mentale Canada

<http://www.mentalhealthfirstaid.ca/FR/Pages/default.aspx>

QPR

<http://www.qprinstitute.com/>

Student Health 101

<http://www.studenthealth101.com/>

The Jack Project

<http://www.thejackproject.org/>